

Unité départementale de Lille
44 rue de Tournai
CS 40259
59019 Lille

Lille, le 10/03/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 10/02/2026

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

WEPA FRANCE

Avenue de l'Europe
59166 Bousbecque

Références : -
Code AIOT : 0007005038

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 10/02/2026 dans l'établissement WEPA FRANCE implanté Avenue de l'Europe 59166 Bousbecque. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- WEPA FRANCE
- Avenue de l'Europe 59166 Bousbecque
- Code AIOT : 0007005038
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

Le site WEPA France de Bousbecque appartient au groupe allemand WEPA Hygieneprodukte

GmbH (groupe familial fondé en 1948) spécialisé dans la production de mouchoirs, de papier toilette et papier essuie-tout pour des professionnels et des particuliers. L'activité du site consiste en la production d'ouate de cellulose pour la fabrication de rouleaux de papier à usage sanitaire; la pâte à papier provient d'autres usines françaises (pâte à papier vierge et pâte à papier recyclé). Le site emploie environ 400 personnes et fonctionne 7 jours sur 7, 24 heures sur 24, pour une production journalière aux alentours de 290 tonnes par jour. 3 machines à papier avec sécheur de type Yankee sont exploitées sur ce site (PM11 : 120t/j, PM12 : 123 t/j et PM18 :110 t/j).

WEPA ne vend pas ses produits sous sa propre marque mais fournit des marques de distributeur.

Le site bénéficie d'un arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter délivré le 23 juillet 2014.

Thèmes de l'inspection :

- AN26 Accidentologie TTR
- AR - 9
- Déchets

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;

- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
3	Implantation	Arrêté Ministériel du 29/09/2008, article 4	Demande de justificatif à l'exploitant	15 jours
4	Détection et surveillance	Arrêté Ministériel du 29/09/2008, article 10	Mise en demeure, respect de prescription	6 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Détection et surveillance	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 9. II	Sans objet
2	Etat des quantités stockées	Arrêté Ministériel du 29/09/2008, article 3	Sans objet
5	Ilottage	Arrêté Ministériel du 29/09/2008, article 13	Sans objet
6	Rondes	Arrêté Ministériel du 29/09/2008, article 22	Sans objet
7	Organisation liée au REX	Code de l'environnement du 01/01/2026, article R. 512-69	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les activités exercées sur le site de Bousbecque ne relèvent pas de la rubrique 2714.

L'inspection a en conséquence porté sur le respect des dispositions de l'arrêté ministériel du 29 septembre 2008 relatif à la prévention des sinistres dans les dépôts de papier et de carton soumis à autorisation au titre de la rubrique n° 1530 de la nomenclature des installations classées, avec un focus réalisé sur les stockages de pâte à papier (neuve et recyclée) et de déchets de production.

L'absence de système de détection incendie dans le magasin B est une non-conformité pour laquelle l'exploitant devra assurer une mise en conformité rapide. Une mise en demeure est proposée à cet effet. La mise en conformité sera également à assurer pour les zones de stockage dans les magasins C et D ainsi que du auvent accolé au magasin B si leur caractère couvert est confirmé (éléments justificatifs à communiquer par l'exploitant).

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Détection et surveillance

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 9. II
Thème(s) : Actions nationales 2026, lutte contre l'incendie dans le secteur des déchets
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les zones susceptibles de contenir des déchets combustibles ou inflammables sont équipées d'une détection automatique de départ d'incendie et d'une transmission automatique des alertes à une personne interne ou externe désignée par l'exploitant et formée en vue de déclencher les opérations nécessaires. Cette détection actionne une alarme perceptible en tout point du périmètre concerné et permet d'assurer l'alerte précoce de tout ou partie des personnes présentes sur le site. Lorsqu'il existe un dispositif d'extinction automatique pour la zone considérée, celui-ci peut être utilisé pour la détection sur cette zone, si le dispositif d'extinction automatique est conçu pour cela.</p> <p>Lorsque personne n'est présent sur le site, l'alerte est retransmise automatiquement à une personne formée et désignée par l'exploitant, pouvant appartenir à une entreprise de télésurveillance. Cette personne dispose des moyens lui permettant de visualiser à distance les différentes zones pour confirmer le départ d'incendie, et d'alerter dans les meilleurs délais l'exploitant et les services d'incendie et de secours.</p> <p>En cas d'impossibilité technique pour visualiser à distance les différentes zones, une personne arrive au sein de l'installation dans un délai maximal de 15 minutes suivant le début de l'alerte afin d'effectuer une levée de doute, et ainsi alerter immédiatement l'exploitant et les services d'incendie et de secours en cas de départ de feu avéré.</p> <p>Les dispositions du présent article ne s'appliquent pas lorsque les déchets combustibles ou inflammables sont uniquement stockés dans des petits îlots.</p> <p>L'exploitant fait réaliser les vérifications périodiques prévues à l'article 68 de l'arrêté du 4 octobre 2010 susvisé au moins une fois par an.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'établissement de Bousbecque comporte différentes zones de stockage de matériaux combustibles nécessaires ou résultant de l'exploitation de son activité papetière :</p> <ul style="list-style-type: none"> - des zones de stockage de pâte vierge, implantée en extérieur à l'entrée du site, en extérieur à proximité de la machine PM12 et dans le magasin D ; - une zone de stockage de pâte recyclée, en provenance essentiellement d'une autre usine du groupe (site de Château Thierry, 02) localisée dans un bâtiment dédié (magasin B dit « magasin unique ») ; - une zone de stockage des cassés et rebuts de production, sous forme de bobines ou de balles, implantée sous auvent (magasin B) et dans le magasin C.

La pâte à papier vierge correspond à une matière première et ne relève pas du périmètre de la rubrique 2714. Les dispositions de l'arrêté du 06/06/18 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de la réutilisation de déchets relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2711 (déchets d'équipements électriques et électroniques), 2713 (métaux ou déchets de métaux non dangereux, alliage de métaux ou déchets d'alliage de métaux non dangereux), 2714 (déchets non dangereux de papiers, cartons, plastiques, caoutchouc, textiles, bois) ou 2716 (déchets non dangereux non inertes) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement.

La pâte à papier recyclée est issue d'un tri de déchets et d'une valorisation par un processus de transformation (production de pâte à papier) en amont de sa réception sur le site de Bousbecque. Elle est ainsi également à considérer comme une matière première. Elle ne relève pas de la rubrique 2714.

Les cassés de production et les déchets (chutes, rognures,...) résultant de l'activité de convertissant réalisée sur le site de Bousbecque ne relèvent également pas de la rubrique 2714 dans la mesure où les activités d'entreposage de déchets sur le site même de leur production ne relève pas d'un classement sous les rubriques de transit / tri / regroupement de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement.

Il ressort de ces constats que le site de Bousbecque n'exerce le jour de l'inspection aucune activité relevant de la rubrique 2714.

L'arrêté ministériel précité du 06/06/18 n'est ainsi pas applicable à l'établissement WEPA France.

L'ensemble des stockages précités (pâte vierge, pâte recyclée et cassés de production) sont par contre visés par la rubrique 1530 et les dispositions de l'arrêté ministériel associé du 29 septembre 2008.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

D1 : Il est demandé à l'exploitant de se positionner quant à l'opportunité de maintenir ou non le classement du site sous le régime de l'enregistrement au titre de la rubrique 2714 au regard de l'arrêt de la réception de déchets de papier (« vieux papiers »).

Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Etat des quantités stockées

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 29/09/2008, article 3

Thème(s) : Risques accidentels, Etat des quantités stockées

Prescription contrôlée :

L'exploitant tient à jour un état des quantités stockées. Cet état indique par ailleurs la localisation et la nature des produits stockés.

Ces documents sont tenus en permanence, de manière facilement accessible, à la disposition des

services d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées.
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant dispose d'un outil interne de type SAP (JDE) permettant le suivi en temps réel de la quantité de produits stockés sur site. L'état des stocks fait apparaître un tonnage de 4080 tonnes de papier sur site lors de l'inspection, réparties sur 4 zones de stockage.</p> <p>Les cassés de production ne sont pas intégrés dans ce recensement. L'exploitant a néanmoins pu présenter sur demande dans un temps raisonnable l'état des stocks de ces déchets (350 tonnes le jour de l'inspection).</p> <p>Un plan de localisation a également été communiqué sur demande à l'issue de l'inspection.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>D2 : Il est demandé à l'exploitant d'intégrer le tonnage des cassés de production dans son outil JDE de manière à disposer de données aisément disponibles en toutes circonstances, notamment en cas de situation d'urgence hors périodes ouvrées.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Implantation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 29/09/2008, article 4
Thème(s) : Risques accidentels, Implantation
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Pour les dépôts existants, une distance de 20 mètres de l'enceinte de l'établissement est respectée dans un délai de deux ans, sauf autorisation expresse du préfet, après présentation par l'exploitant de mesures compensatoires suffisantes.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'ensemble des zones de stockage sont implantées à une distance supérieure à 20 mètres des limites de propriété, <u>sous réserve que</u> l'exploitant justifie de la maîtrise foncière de la zone de parking poids lourds accolée à l'atelier B (stockage balles de pâte recyclée et cassés sous forme de bobines).</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>D3 : Il est demandé à l'exploitant de justifier du respect d'une distance d'éloignement d'au moins 20 mètres entre l'ensemble des stockages de papier (pâte et cassés) et les limites de propriété.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

N° 4 : Détection et surveillance

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 29/09/2008, article 10

Thème(s) : Risques accidentels, Détection incendie

Prescription contrôlée :

La détection automatique d'incendie avec transmission de l'alarme à l'exploitant est obligatoire.

Pour les papiers les plus légers, à savoir :

- les papiers de grammage inférieur à 48 g/ m2 pour les produits non stockés sous forme de bobine ;
- les papiers de grammage inférieur ou égal à 42 g/m2, dont les papiers d'hygiène, lorsqu'ils sont stockés sous forme de bobine, les dépôts sont équipés d'un système d'extinction automatique.

Pour les autres types de papiers, l'exploitant définit une stratégie d'extinction de l'incendie. Si celle-ci n'est pas basée sur un système automatique d'extinction, la stratégie d'extinction après détection fait l'objet d'un avis des services d'incendie et de secours. Cette stratégie peut s'appuyer sur l'intervention de moyens de secours internes et externes ou la mise en place de réserve d'eau par exemple.

L'exploitant s'assure de la conformité aux référentiels en vigueur et démontre la pertinence du dimensionnement retenu pour ces dispositifs de détection ou d'extinction, il établit des consignes de maintenance et organise à fréquence conforme aux référentiels reconnus des vérifications de maintenance et des tests, dont les comptes rendus sont tenus à disposition de l'inspection des installations classées.

Le point le plus haut des stockages se situe à une distance compatible avec les exigences du fonctionnement des dispositifs d'extinction ou de détection. Cette distance ne peut en tout état de cause être inférieure à 1 mètre.

Pour les dépôts existants, le premier alinéa est applicable dans un délai d'un an. Par ailleurs, l'exploitant fournit au préfet dans un délai d'un an suivant la parution du présent arrêté une étude technico-économique évaluant la possibilité de se conformer aux autres dispositions du présent article.

Constats :

Les dispositions de cet article s'appliquent aux stockages dits couverts. A noter que le site de Bousbecque est considéré comme existant.

L'arrêté ministériel du 29 septembre 2008 définit comme stockage couvert tout stockage abrité par une construction présentant des propriétés de résistance au feu au moins REI 15, dotée d'une toiture et fermée sur au moins 70 % de son périmètre.

Au regard des constats opérés sur site, la mise en place d'une détection automatique d'incendie :

- s'applique au stockage en intérieur de pâte recyclée dans le magasin B (magasin unique),
- ne s'applique pas au stockage extérieur de pâte vierge PM12,
- doit faire l'objet d'une clarification quant à l'aspect couvert ou non des stockages dans les

magasins C et D ainsi que sous l'auvent du magasin B (vérification du caractère fermé sur au moins 70 % du périmètre de ces bâtiments). Dans l'affirmative, la mise en place d'une détection automatique s'applique.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

D4 : Il est demandé à l'exploitant de clarifier, mesures à l'appui, le caractère couvert ou non des magasins précités (C, D et auvent du magasin B) en communiquant les éléments justificatifs sous 15 jours à l'Inspection de l'environnement.

L'étude technico-économique évaluant la possibilité de se conformer aux autres dispositions de l'article 10 de l'AM du 29 septembre 2008 sera également adressée à l'Inspection.

L'absence de détection au sein du magasin B (magasin unique) est une non-conformité avérée aux dispositions de l'article 10 de l'arrêté du 29/09/08. Il est proposé de mettre en demeure l'exploitant de se conformer aux dispositions réglementaires édictées par cet article, et ce pour l'ensemble des stockages concernés (cf. situation précédemment abordée des magasins C, D et du auvent du magasin B qui nécessite une clarification et la transmission d'éléments justificatifs).

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Proposition de délais : 6 mois

N° 5 : Ilotage

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 29/09/2008, article 13

Thème(s) : Risques accidentels, Organisation des stockages

Prescription contrôlée :

Les produits conditionnés forment des îlots limités de la façon suivante :

1. La surface maximale des îlots au sol est de 2 500 mètres carrés, la hauteur maximale de stockage est de 8 mètres, la distance entre deux îlots est de 10 mètres minimum. Une distance entre deux îlots inférieure peut être autorisée lorsque le dépôt est équipé d'un système d'extinction automatique ou lorsque les deux îlots sont séparés par une paroi présentant les propriétés EI 120 surplombant le plus haut des deux îlots d'au moins 2 mètres ;

2. Pour les stockages couverts, une surface maximale d'îlots de 3 300 mètres carrés peut néanmoins être autorisée, sous réserve que la hauteur de stockage ne dépasse alors pas 6 mètres et que la distance entre deux îlots soit supérieure ou égale à 15 mètres.

Constats :

Les constats opérés sur site lors de l'inspection ont mis en évidence le respect des dispositions réglementaires en matière d'ilotage :

- zones de stockage inférieures à 2500 m² et hauteur inférieure à 8 mètres,
- zones de stockages distantes entre elles de plus de 10 mètres.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Rondes

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 29/09/2008, article 22
Thème(s) : Risques accidentels, Lutte contre l'incendie
Prescription contrôlée : En dehors des heures d'exploitation du stockage, une surveillance du stockage, par gardiennage ou télésurveillance, est mise en place en permanence, notamment afin de transmettre l'alerte aux services d'incendie et de secours et de leur permettre l'accès.
Constats : Une présence humaine permanente est assurée sur le site de Bousbecque de par : <ul style="list-style-type: none">- le rythme de production du site (personnels Wepa),- la présence d'un gardiennage H24 7/7 (prestataire). En matière de rondes, des consignes internes définissent les missions assurées par du personnel Wepa (ronde générale, ronde converting, ronde papeterie, ronde clôture). 3 à 4 rondes sont ainsi assurées par jour. Le parcours et les heures de passage font l'objet d'un enregistrement systématique grâce à un système de tags. L'établissement est par ailleurs équipé d'un système de détection incendie et d'une vidéosurveillance.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Organisation liée au REX

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 01/01/2026, article R. 512-69
Thème(s) : Risques accidentels, Gestion du REX
Prescription contrôlée : L'exploitant d'une installation soumise à autorisation, à enregistrement ou à déclaration est tenu de déclarer, dans les meilleurs délais, à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de cette installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1. Un rapport d'accident ou, sur demande de l'inspection des installations classées, un rapport d'incident est transmis par l'exploitant au préfet et à l'inspection des installations classées. Il précise, notamment, les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les substances dangereuses en cause, s'il y a lieu, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures d'urgence prises, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou à long terme. Si une enquête plus approfondie révèle des éléments nouveaux modifiant ou complétant ces informations ou les conclusions qui en ont été tirées, l'exploitant est tenu de mettre à jour les informations fournies et de transmettre ces mises à jour au préfet ainsi qu'à l'inspection des installations classées.

La déclaration mentionnée au premier alinéa et le rapport mentionné au deuxième alinéa sont adressés sous forme dématérialisée d'une téléprocédure. Les informations relatives aux installations mentionnés à l'article R. 517-1, ainsi que les informations susceptibles de porter atteinte aux intérêts mentionnés au I de l'article L. 124-4 et au II de l'article L. 124-5, demeurent transmises sous une forme non dématérialisée permettant d'en assurer la confidentialité.

Constats :

L'exploitant a adressé à l'issue de l'inspection les rapports des 2 derniers incidents survenus sur site (départ de feu au niveau du gaufreur B4 le 19/10/24 et départ de feu dans une armoire électrique le 01/06/25).

Les rapports d'incident :

- retracent la chronologie de l'événement et les actions mises en œuvre ainsi que leurs conséquences,
- déterminent l'origine du départ de feu,
- identifient les points forts et faibles en matière d'évacuation du personnel, de mise en œuvre des moyens d'extinction (feux maîtrisés en interne sans intervention du SDIS),
- dressent la liste des axes d'amélioration.

Ces axes font l'objet d'un plan d'actions décliné au niveau du site par la suite.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

D5 : L'attention de l'exploitant est attirée sur la nécessité de déclarer l'ensemble des accidents et incidents à l'inspection de l'environnement via le site de télédéclaration suivant : <https://entreprendre.service-public.gouv.fr/vosdroits/R71939>

Type de suites proposées : Sans suite